

SECURITE INCENDIE

ANNEXE DES CONSIGNES D'EVACUATION EN CAS D'ALERTE INCENDIE.

Un dispositif automatique déclenche des alarmes par message, suivi d'une sirène, invitant les personnes à évacuer le monument.

Des panneaux d'évacuation et d'intervention sont disposés à différents niveaux Techniques et Publics indiquant le sens d'évacuation.

En complément du système, des alarmes sonores et visuelles (lampes rouges avec buzzer) sont réparties sur l'ensemble du monument (notamment dans les locaux bruyants).

Ces flashes sont munis à proximité d'un panneau « évacuation immédiate »

Dès que ces alarmes se mettent en fonction, il faudra procéder à l'évacuation en s'assurant que le poste de travail est en sécurité

Pour faciliter l'intervention des Pompiers, l'utilisation du monte-charge (Ascenseur du pilier Sud) sera interdite.

Le point de rencontre sera à l'entrée de la base vie au champ de Mars.

Les responsables d'entreprises devront faire l'appel de leurs équipes et communiquer le résultat au **PCSI : 2312 (01 44 11 23 12)**.

PROCEDURES DE SECURITE LIEES AUX RISQUES D'INCENDIE SUR LES CHANTIERS

Chaque entreprise intervenant sur la tour est soumise à la rédaction d'un plan de prévention, si l'intervention d'un CSPS (coordinateur sécurité et protection de la santé) n'est pas requise, ou d'un PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé) sous l'autorité d'un CSPS missionné par le maître d'ouvrage.

Le plan de prévention ou le PPSPS indique le type de travaux envisagés et les moyens de prévention des risques à prévoir pour chaque type de tâche. Il décrit précisément les moyens matériels prévus contre les risques en matière d'hygiène et de sécurité, et singulièrement de sécurité incendie : cela peut inclure par exemple nombre d'extincteurs,

les bâches ignifugées, les équipements de protection individuels (EPI) comme les lunettes, les gants, les masques.

Il indique aussi le niveau de formation requis pour des opérateurs travaillant à des postes à risques comme la soudure et l'ensemble des travaux par point chaud.

Le plan de prévention est signé par le chef d'entreprise et par le responsable unique de sécurité (RUS) : Pierre-Yves Mollo.

Le PPSPS est signé par le chef d'entreprise et visé par le CSPS.

Le PPSPS est ensuite inclus dans un plan général de coordination (PGC) qui coordonne la prévention générale des risques sur un chantier comptant plusieurs entreprises en coactivité.

A l'issue de la rédaction de ces documents, une visite d'inspection commune (VIC) est obligatoirement organisée avant le commencement des travaux.

Elle a lieu sur le site de l'opération en présence du représentant de l'entreprise, du maître d'ouvrage, du CSPS le cas échéant, d'un représentant de la DPRSS et d'un élu du CSSCT.

Cette visite permet à chacun de prendre connaissance des caractéristiques de l'opération et de préconiser les moyens de prévention.

Le procès-verbal est rédigé et signé immédiatement par l'ensemble des participants, ce qui engage formellement la responsabilité de l'entreprise en cas de non-respect des décisions arrêtées dans ledit PV.

Chaque intervention doit être déclarée sur la feuille de travaux envoyée aux entreprises et à diffuser à jbourg@toureiffel.paris et sgouband@toureiffel.paris pour vérification de faisabilité (coactivité notamment)

Cette feuille de travaux doit a minima contenir les informations suivantes :

- Entreprise
- Horaire
- Nature des travaux
- Localisation
- ASC Consigné (oui/non)
- Chargé d'affaire SETE
- Nom et téléphone du responsable des travaux de l'entreprise
- Effectifs

La localisation de l'entreprise, le numéro de téléphone à appeler et le nombre de salariés présents étant indispensables en cas de nécessité d'évacuation pour joindre les entreprises et décompter les salariés à évacuer.

L'accès à la TOUR EIFFEL sera interdit à toute entreprise n'ayant pas ou ayant mal rempli la feuille de travaux

72 heures (3 jours ouvrables) au minimum avant l'intervention, l'entreprise doit formuler une demande de permis de feu sur la plateforme SECFORM (outil de gestion interne utilisé par la DPRSS pour valider les permis feu et les accès) si son intervention présente des risques

liés au feu et à la détection incendie : par exemple des travaux de meulage, soudure, ou tout travaux émettant de la fumée ou de la poussière.

Cette demande de permis feu détaille précisément les locaux concernés et le numéro des têtes de détection incendie à inhiber. Une fois validé, le permis feu est transmis au PCSI (poste de contrôle sécurité incendie) qui procède à l'inhibition des têtes de détection concernées pendant la plage horaire indiquée sur le permis feu.

Le permis feu doit indiquer très précisément les horaires de l'intervention et l'entreprise doit s'y tenir rigoureusement, et interrompre la tâche en question 2 heures avant la fin de validité du permis feu, afin de couvrir le temps durant lequel un point chaud pourrait représenter une menace de départ d'incendie.

L'entreprise est tenue d'avertir le PCSI avant le début des travaux objet du permis feu et une fois ces travaux terminés afin que les têtes de détection inhibées puissent être remises en service.

Le PCSI fournit un talkie-walkie à l'entreprise, qui doit rester joignable à tout moment.

Pendant toute la durée du chantier l'entreprise titulaire du marché de travaux est tenue de mettre à disposition de ses salariés les moyens de lutte contre le feu et les moyens de communication permettant de prévenir immédiatement le PCSI.

Le CSPS peut à tout moment intervenir sur le chantier et exiger d'une part une remise à niveau des moyens de lutte contre le risque d'incendie, et d'autre part un arrêt de chantier au cas où il estimerait le risque trop important.

Le PCSI peut à tout moment envoyer un agent SSIAP (Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes) pour

- Vérifier le bon déroulement de l'opération dans un chantier clos.
- Vérifier que les mesures de protection indiquées sur le permis feu sont correctement respectées
- Vérifier la présence d'un moyen de communication avec le PCSI
- Réaliser une ronde avant la remise en service des têtes de détection qui auraient été inhibées dans le cadre d'un permis feu

Le PGC indiquera cette obligation de laisser l'accès possible aux agents du PCSI (double des clés, codes d'accès), mais cela ne substitue pas la responsabilité de l'entreprise intervenante.

En fin d'opération le SSIAP s'assure de l'absence de risque avant la remise en fonction de la détection incendie.

Le RUS peut également sur proposition du Chef de poste du PCSI, du Chef de site du prestataire sécurité ou d'un personnel de la DPRSS, suite à un signalement ou un constat de manquement grave et avéré à une règle de sécurité, demander l'arrêt immédiat du chantier jusqu'à ce que la cause ait cessé.

D'une manière plus générale, le stockage de matériaux inflammables (bois, solvants, gaz, peinture, etc...) n'est toléré que dans des limites très strictes.

Le nettoyage régulier du chantier et l'évacuation des produits dangereux sont de la responsabilité de l'entreprise. Ce sujet fait l'objet d'une vigilance particulière à la tour Eiffel, du fait du risque de propagation des flammes à la structure.